

Paris, le 3 novembre 2008

La directrice des Archives de France

à

Mesdames et Messieurs les préfets
–à l'attention de Mesdames et Messieurs les
directeurs des services départementaux
d'archives (contrôle scientifique et technique de
l'État sur les archives publiques).

Mesdames et Messieurs les présidents des
Conseils généraux
–pour information.

Département de la politique
archivistique et de la
coordination interministérielle

Bureau des politiques de
collecte

Instruction n°DAF/DPACI/RES/2008/016

- Objet** : Résultats de l'enquête 2007 sur les archives des C(R)CI : mise à jour de la liste des C(R)CI bénéficiant de la dérogation prévue à l'article 10, 2^e alinéa, du décret n°79-1037, modifié.
- Références** : a) Instruction n°DAF/DPACI/RES/2005/017 du 26 décembre 2005 : Traitement des archives constituées par les chambres de commerce et d'industrie et de leurs services concédés ou gérés.
b) Instruction n°DAF/DPACI/RES/2007/013 du 18 juillet 2007 : Partenariat entre les C(R)CI et la direction des Archives de France.
- P.J.** : 1) Synthèses des résultats de l'enquête lancée en juillet 2007 – référence b).
2) Liste des C(R)CI bénéficiant de la dérogation prévue à l'article 10, 2^e alinéa, du décret n°79-1037, modifié.
- Textes abrogés** : 1. Note AD 5935/2847 du 25 mars 1982 : archives des chambres de commerce et d'industrie ; liste des compagnies consulaires entendant bénéficier de la dérogation prévue à l'article 10, 2^e alinéa du décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, modifié.
2. Liste complémentaire des compagnies consulaires entendant bénéficier de la dérogation prévue à l'article 10, 2^e alinéa du décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, modifié, établie par lettres du directeur général des Archives de France aux Commissaires de la République des départements concernés en date du 23 novembre 1982.

Depuis plusieurs années, un partenariat étroit est engagé entre ma direction, le réseau des services départementaux d'archives et le réseau des chambres de commerce et d'industrie. Cette coopération a donné lieu à plusieurs types d'actions : la rédaction puis la diffusion d'une instruction de tri et de conservation –citée en référence a)– la tenue d'une journée d'étude et de réflexion sur la mise en valeur des archives consulaires en janvier 2007, la rédaction d'articles.

La remise et la tenue à jour de la liste des chambres bénéficiant de l'autonomie de gestion, en dérogation aux règles du droit commun des archives publiques, est l'un des aspects de ce fructueux partenariat. En outre, le mouvement de réforme en cours, se traduisant par une nouvelle vague de fusions et de regroupements, appelle une révision de cette question.

Par mon instruction citée en référence b), je vous demandais de m'informer de la situation actuelle des archives des C(R)CI de vos départements, afin de mettre à jour la liste annexée au texte abrogé par la présente instruction.

J'ai le plaisir de vous communiquer, comme suite à cette enquête, les résultats synthétiques obtenus sur les archives des organismes consulaires signalés par les services ayant répondu, et notamment une version réactualisée de la liste des C(R)CI souhaitant bénéficier de la dérogation leur permettant de collecter, conserver, classer et communiquer leurs propres archives, sans les verser au service départemental compétent.

J'attire votre attention sur les possibles sollicitations qui peuvent vous être faites dans les prochaines semaines ou les prochains mois, dans le cadre des restructurations en cours : ces fusions, qui entraîneront des demandes de visas d'élimination et des propositions de versements, doivent faire l'objet d'une attention particulière de votre part en raison de leur caractère parfois interdépartemental, voire interrégional.

Je vous demande de bien vouloir me communiquer toute information susceptible de modifier la situation décrite ci-après, comme de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans le suivi des réformes en cours.

La directrice des Archives de France

Martine de BOISDEFFRE

1. RÉPONSES REÇUES.

1.1. Départements.

Sur les 104 départements et collectivités territoriales d'outre-mer, 101 ont répondu à l'enquête, dont 94 départements métropolitains et 7 départements et collectivités d'outre-mer.

1.2. Compagnies consulaires recensées.

181 C(R)CI ont été recensées, dont 160 CCI et 21 CRCI.

Parmi les 160 CCI recensées, 150 existent encore, parmi lesquelles 9 seront prochainement fusionnées, et 10 n'existent plus (ont déjà été fusionnées).

Il apparaît que 4 chambres existantes n'ont pas été recensées par les services départementaux d'archives qui ont répondu (3 CCI et 1 CRCI), alors qu'elles figurent à l'annuaire de l'Assemblée française des chambres de commerce et d'industrie. Ces oublis laissent supposer que ces chambres, dont une seulement était titulaire de l'autonomie de gestion selon les listes de 1982, n'ont aucun contact avec les services départementaux d'archives.

2. RÉSULTATS.

2.1. Historique et liste des chambres existantes.

Depuis les travaux de 1982, menés en partenariat étroit avec l'Assemblée permanente des chambres de commerce, les institutions consulaires ont connu un très fort mouvement de concentration et de fusion, qui a considérablement modifié la carte consulaire.

Dans nombre de départements, une seule chambre subsiste, et rares sont ceux qui en comptent aujourd'hui plus de deux.

La plupart des chambres sont connues des services départementaux d'archives, toutefois certaines n'ont pas été signalées par ceux-ci, notamment des chambres régionales, de création récente (1964).

La liste figurant en annexe recense toutes les chambres, y compris celles qui ont disparu, en mentionnant leur sort (fusion) et celles qui n'ont pas été citées par les services d'archives dans les réponses à l'enquête. Les chambres implantées dans les départements n'ayant pas répondu sont indiquées également.

2.2. Chambres autorisées à gérer leurs archives de manière autonome.

2.2.1. Liste mise à jour.

L'annexe donne la liste des C(R)CI bénéficiant à ce jour de la dérogation prévue à l'article 10 du décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, modifié, ainsi que la référence du texte officiel la lui accordant.

2.2.2. Essai de bilan des versements.

1. Versements reçus.

10 CRCI et 64 CCI ont fait des versements à 57 services départementaux d'archives. Parmi elles, 4 CRCI et 35 CCI étaient pourtant titulaires de la dérogation leur conférant l'autonomie de gestion.

Les versements recensés dans les réponses à l'enquête représentent un total de 3 636,42 ml. On peut citer, parmi les versements les plus importants :

- CCI de la Moselle : 439 ml, dont le dernier versement en 2006.
- CCI des Vosges : 200 ml, dont le dernier versement en 2005.
- CCI de Lille-Métropole : 154,50 ml, dont le dernier versement en 2006.

- CCI de Colmar et du Centre-Alsace : 154,10 ml, dont le dernier versement en 2007.
- CCI de Valence : 151 ml, dont le dernier versement en 2005.

Les relations avec les chambres consulaires sont parfois épisodiques ; dans certains cas, le versement le plus récent remonte à 1975, et l'absence de versement ultérieur n'est pas toujours due à la disparition ou la fusion de la chambre concernée. Dans d'autres cas, le dernier versement n'a pu être daté (7 versements, de 7 chambres à 7 services départementaux).

Les plus anciens documents versés remontent à 1719 (CCI de La Rochelle au service départemental d'archives de la Charente-Maritime).

Il n'a pas toujours été possible de dater précisément le dernier contact avec les CCI, ni d'en déterminer la nature exacte. Certains éléments apparaissent néanmoins.

Dans un cas seulement, le dernier contact remonte à 1975 alors que la chambre existe encore.

En revanche l'enquête a été l'occasion dans nombre de cas de reprendre contact, fût-il succinct, avec les CCI : 19 contacts ont eu lieu en 2007, dont 11 après le lancement de l'enquête, et 1 en 2008 (le service attendait des informations complémentaires de la CCI pour répondre).

Dans la plupart des cas, ces contacts consistent en visites et/ou signatures de visas d'élimination.

2. Absence de versement.

À l'inverse, certaines chambres ne bénéficiant pas de l'autonomie de gestion n'ont pourtant jamais versé : 4 CRCI et 27 CCI n'ont jamais effectué de versement (aux 29 services départementaux d'archives concernés).

2.2.3. Vers moins d'autonomie de gestion ?

Il est à noter que la tendance globale est plutôt, comme dans nombre de domaines de l'action publique, à l'abandon des missions secondaires : ainsi les CCI de Paris et Marseille sont en cours d'abandon de leur autonomie de gestion, et les versements des fonds aux Archives de Paris et départementales des Bouches-du-Rhône sont en préparation avec ces deux services.

La CCI de Limoges et de la Haute-Vienne a manifesté son intention de renoncer également à son autonomie de gestion, sans que la démarche soit à ce jour officialisée, et la CCI de Vendée a exprimé la volonté d'effectuer un versement du fonds ancien, ce qui annonce une renonciation de fait à son autonomie de gestion.

Les importantes restructurations engagées –fusion, restructuration et abandon de locaux– sont également depuis quelques années l'occasion pour les services d'archives de renouer des contacts avec ces services, qui parfois même titulaires d'une dérogation, ne peuvent ou ne souhaitent plus conserver les archives notamment les plus anciennes : les charges induites –immobilières, humaines et financières– par cette faculté semblent peser de plus en plus lourd.

Les versements et les demandes de visa d'élimination se font plus nombreux ces dernières années, et ce dans nombre de cas, notamment là où des restructurations sont en cours ou en projet.

Enfin un nombre non négligeable de chambres (36) avaient manifestement oublié qu'elles étaient autorisées à ne pas verser leurs archives aux services départementaux d'archives et ont procédé, en dépit de cette autonomie de gestion, à des versements parfois importants.

ANNEXE 1 : LISTE DES CHAMBRES EXISTANT AU 15 OCTOBRE 2008

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Ain	CCI de l'Ain		1898		non
Aisne	CCI de Saint-Quentin		1804		non
Allier	CCI de Moulins-Vichy		1898	Moulins-Lapalisse (1944)	non
	CCI de Montluçon-Gannat		1898		23 novembre 1982
Alpes-de-Haute-Provence	CCI des Alpes-de-Haute-Provence		1899		non
Hautes-Alpes	CCI des Hautes-Alpes		1899		25 mars 1982
Alpes-Maritimes	CCI Nice-Côte d'Azur		1803		non
Ardèche	CCI d'Aubenas		1869		non
	CCI Nord-Ardèche		1869		non
Ardennes	CCI des Ardennes		1997	de Charleville-Mezières (27 mars 1894) de Sedan (19 janvier 1870) puis fusion en 1997	non
Ariège	CCI de l'Ariège		1899		25 mars 1982
Aube	CCI de Troyes et de l'Aube		1817	de Troyes	25 mars 1982
Aude	CCI de Carcassonne, Castelnaudary et Limoux		1802		non
	CCI de Narbonne		1870		25 mars 1982
Bouches-du-Rhône	CCI de Marseille-Provence		1599	La CCI de Marseille renonce à son autonomie.	25 mars 1982 annulée à la demande de la CCI
	CCI du pays d'Arles		1909		non
	CRCI Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse		1938		25 mars 1982
Calvados	CCI de Caen		1821		non
	CCI du Pays d'Auge		1848	de Honfleur	25 mars 1982
	CRCI de Basse-Normandie		1919	IV ^e groupement économique régional	non
Cantal	CCI d'Aurillac et du Cantal		1899		25 mars 1982

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Charente	CCI d'Angoulême		1877		non
	CCI de Cognac		1877		non
Charente-Maritime	CCI de La Rochelle		1719		25 mars 1982
	CCI de Rochefort et de Saintonge		1843		25 mars 1982
Cher	CCI du Cher				25 mars 1982
Corrèze	CCI de Tulle-Ussel		1898	chambre de commerce et d'industrie de la Corrèze	non
	CCI du Pays de Brive		1919		25 mars 1982
Haute-Corse	CCI de Bastia et de la Haute-Corse		1843	chambre de commerce et d'industrie de Bastia	25 mars 1982
Corse-du-Sud	CCI d'Ajaccio et de la Corse-du-Sud		1899	d'Ajaccio et de Sartène	23 novembre 1982
Côte d'Or	CCI de Dijon		1852		23 novembre 1982
	CCI de Beaune		1864		25 mars 1982
	CRCI de Bourgogne		1964		non
Côtes d'Armor	CCI des Côtes d'Armor		1819	de Saint-Brieuc	non
Creuse	CCI de la Creuse		1899		25 mars 1982
Dordogne	CCI de la Dordogne		2004	CCI de Périgueux et CCI de Bergerac	23 novembre 1982
Doubs	CCI du Doubs		1819	chambre de commerce et d'industrie de Besançon	25 mars 1982
	CRCI de Franche-Comté		1987		non
Drôme	CCI de la Drôme		1804	de Valence	25 mars 1982
Eure	CCI de l'Eure		1964		non
	CCI de Pont-Audemer	disparue			non
Eure-et-Loir	CCI d'Eure-et-Loir		1895	Syndicat commercial et industriel d'Eure-et-Loir	non
Finistère	CCI de Quimper-Cornouaille		1882		non
	CCI de Brest		1851		25 mars 1982
	CCI de Morlaix		1833		25 mars 1982
Gard	CCI de Nîmes-Bagnols-sur-Cèze-Le Vigan		1803		25 mars 1982
	CCI d'Alès-Cévennes		1909	Alès	25 mars 1982
Haute-Garonne	CCI de Toulouse		1703		25 mars 1982
	CRCI Midi-Pyrénées		1964		25 mars 1982

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Gers	CCI du Gers		1900		25 mars 1982
Gironde	CCI de Bordeaux		1705	chambre de Guyenne	23 novembre 1982
Gironde	CCI de Libourne		1910		25 mars 1982
	CRCI Aquitaine		1965		25 mars 1982
Hérault	CCI de Montpellier		1704		non
	CCI de Sète - Frontignan - Mèze		1872		23 novembre 1982
	CCI de Béziers		1903		non
	CRCI Languedoc-Roussillon		1964		non
Ille-et-Vilaine	CCI de Saint-Malo		1803		25 mars 1982
	CCI de Fougères		1870		23 novembre 1982
	CCI de Rennes		1858		non
	CRCI de Bretagne		1964		25 mars 1982
Indre	CCI de l'Indre		1899		25 mars 1982
Indre-et-Loire	CCI de Touraine		1802		25 mars 1982
Isère	CCI de Grenoble		1864		non
	CCI de Vienne		1864		non
Jura	CCI du Jura		1885		25 mars 1982
Landes	CCI des Landes		1894		25 mars 1982
Loir-et-Cher	CCI de Loir-et-Cher		1896		non
Loire	CCI de Roanne		1864		non
	CCI de Saint-Etienne et Montbrison		1833		non
Haute-Loire	CCI du Puy-en-Velay-Yssingaux		18..	du Puy-en-Velay d'Yssingaux	non
	CCI de Brioude et de son arrondissement		1920		non
Loire-Atlantique	CCI de Nantes		1803	Titulaire d'une dérogation accordée le 25 mars 1982, la CCI de Nantes y a officiellement renoncé par lettre de son président en date du 6 octobre 2008.	25 mars 1982 renonciation par lettre en date du 6 octobre 2008
	CCI de Saint-Nazaire		1879		non

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
	CRCI des Pays-de-la-Loire		1964	V ^e région économique: 5 avril 1919	non
Loiret	CCI du Loiret		1803	d'Orléans	25 mars 1982
	CRCI du Centre		1965		non
Lot	CCI du Lot		1898		non
Lot-et-Garonne	CCI de Lot-et-Garonne				non
Lozère	CCI de la Lozère		1899		25 mars 1982
Maine-et-Loire	CCI de Maine-et-Loire		2007	fusion des trois CCI d'Angers, Cholet et Saumur	25 mars 1982
Manche	CCI de Cherbourg et du Cotentin		1836		25 mars 1982
	CCI Centre et Sud-Manche (Granville-Saint-Lô)		1815	de Granville	25 mars 1982
Marne	CCI de Châlons-en-Champagne, Sainte-Menehoulde et Vitry-le-François		1893	chambre de commerce de Châlons	25 mars 1982
	CCI de Reims et Épernay		1822	chambre de commerce de Reims	23 novembre 1982
	CRCI de Champagne-Ardennes		1964		non
Haute-Marne	CCI de Saint-Dizier et de la Haute-Marne		1848	chambre de commerce et d'industrie de Saint-Dizier	non
Mayenne	CCI de la Mayenne		1817		25 mars 1982
Meurthe-et-Moselle	CCI de Meurthe-et-Moselle		1855	chambre de commerce du département de la Meurthe	25 mars 1982
	CRCI Lorraine		1919		23 novembre 1982
Meuse	CCI de la Meuse		1854		25 mars 1982
Morbihan	CCI du Morbihan		1807		non
Moselle	CCI de la Moselle		1815	chambre de commerce et d'industrie de Lorraine	25 mars 1982
Nièvre	CCI de la Nièvre		1888		25 mars 1982
Nord	CCI du Grand Lille		2007	de Lille-Métropole, d'Armentières-Hazebrouck, de Douai, de Saint-Omer-Saint-Pol (62) - fusion	non
	CCI de Lille-Métropole	disparue	1965	de Lille, de Roubaix, de Tourcoing (fusion)	non
	CCI de Lille	disparue	1714		non
	CCI de Roubaix	disparue	1872		non
	CCI de Tourcoing	disparue	1872		non

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
	CCI d'Armentières-Hazebrouck	disparue	1866 ; 1921	d'Armentières, d'Hazebrouck (fusion)	23 novembre 1982
	CCI de Douai	disparue	1872		25 mars 1982
	CCI de Dunkerque		1700		25 mars 1982
	CCI d'Avesne	fusion en projet	1887		25 mars 1982
Nord	CCI de Cambrai	fusion en projet	1880		non
	CCI de Valenciennes	fusion en projet	1836		25 mars 1982
	CRCI Nord-Pas-de-Calais		1964		non
Oise	CCI de l'Oise		1889	Chambre consultative des arts et manufactures de Beauvais	25 mars 1982
Orne	CCI d'Alençon		1887		25 mars 1982
	CCI de Flers		1887		23 novembre 1982
Pas-de-Calais	CCI de Saint-Omer et Saint-Pol-sur-Mer	fusion en projet		Les deux chambres ont fusionné à une date déjà ancienne, et ont été intégrées en décembre 20078 à la Chambre du Grand Lille	non
	CCI de Calais				25 mars 1982
	CCI de Boulogne-sur-Mer				25 mars 1982
	CCI d'Arras				non
	CCI de Béthune				non
	CCI de Lens				non
Puy-de-Dôme	CCI de Clermont-Ferrand-Issoire		1826		25 mars 1982
	CCI de Thiers				non
	CCI d'Ambert				non
	CCI de Riom				25 mars 1982
	CRCI d'Auvergne				non
Pyrénées-Atlantiques	CCI Pau		1947		non
	CCI Bayonne		1726		25 mars 1982
Hautes-Pyrénées	CCI de Tarbes		1899		non

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Pyrénées-Orientales	CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales		1881		non
Bas-Rhin	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin		1802		non
	CRCI d'Alsace		1965		non
Haut-Rhin	CCI de Colmar et du centre Alsace		1870		25 mars 1982
	CCI de Mulhouse		1826		25 mars 1982
Rhône	CCI de Lyon		1900		25 mars 1982
	CCI du Beaujolais (Villefranche-sur-Saône)				non
	CRCI Rhône-Alpes				non
Haute-Saône	CCI de la Haute-Saône		2001	chambre de commerce et d'industrie de Lure chambre de commerce et d'industrie de Gray-Vesoul (fusion)	non
Saône-et-Loire	CCI de Saône-et-Loire		2005	Fusion CCI Chalon-sur-Saône et Mâcon-Charolles	25 mars 1982
Sarthe	CCI du Mans et de la Sarthe		1856		25 mars 1982
Savoie	CCI de la Savoie		1860		non
Haute-Savoie	CCI de la Haute-Savoie		1899		non
Paris	CCI de Paris		1803		25 mars 1982
	CRCI de Paris-Ile-de-France		1964	La CCI renonce à son autonomie ; les versements aux Archives de Paris sont en préparation.	25 mars 1982 annulée à la demande de la CCI
Seine-Maritime	CCI de Fécamp et Bolbec-Lillebonne	fusion en 2008	1844		non
	CCI du Havre		1802		23 novembre 1982
	CCI de Rouen		1703		25 mars 1982
	CCI de Bolbec-Lillebonne		1886	Fusion réalisée au début de 2008 avec la CCI de Fécamp	25 mars 1982
	CCI de Dieppe		1809		non
	CCI d'Elbeuf		1861		25 mars 1982
	CRCI de Haute-Normandie		1965		non

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Seine-et-Marne	CCI de Meaux	disparue	1899		25 mars 1982
	CCI de Melun	disparue	1899		25 mars 1982
	CCI de Seine-et-Marne		2004		non
Yvelines	CCI de Versailles-Val d'Oise-Yvelines		1899	de Versailles. Siège à Versailles	23 novembre 1982
Deux-Sèvres	CCI des Deux-Sèvres		1889		25 mars 1982
Somme	CCI Littoral Normand-Picard		1889		non
Somme	CCI d'Abbeville-Picardie maritime	disparue			25 mars 1982
	CCI d'Amiens		1761	chambre de commerce de Picardie	non
	CCI de Péronne				25 mars 1982
	CRCI de Picardie				25 mars 1982
Tarn	CCI d'Albi-Carmaux-Gaillac		1872		non
	CCI de Castres-Mazamet		2000	fusion de la CCI de Castres (créée en 1871) et de la CCI de Mazamet (créée en 1893)	25 mars 1982
Tarn-et-Garonne	CCI de Tarn-et-Garonne		1884		non
Var	CCI du Var		1833		25 mars 1982
Vaucluse	CCI de Vaucluse		1802	d'Avignon et de Vaucluse	25 mars 1982
Vendée	CCI de la Vendée		1892		25 mars 1982
Vienne	CCI de la Vienne				non
	CRCI du Poitou-Charentes		2006	CRCI Limousin-Poitou-Charentes	25 mars 1982
Haute-Vienne	CCI de Limoges et de la Haute-Vienne				25 mars 1982
	CRCI Limousin		2007	Limousin-Poitou-Charentes	
Vosges	CCI des Vosges		2005	d'Epinal (1867) de Saint-Dié-des-Vosges (1944) (fusion)	non
Yonne	CCI de l'Yonne		2004	fusion de la CCI d'Auxerre (créée en 1886) et de la CCI de Sens (créée en 1888)	23 novembre 1982 renonciation par lettre en date du 13 octobre 2008
Territoire de Belfort	CCI du Territoire de Belfort		1898		non

Département	Nom complet de la chambre	Statut	Année de création	Observations	Dérogation 1982
Essonne	CCI de l'Essonne		1899	chambre de commerce et d'industrie de Corbeil et d'Étampes	non
Seine-Saint-Denis	CCI de Seine-Saint-Denis		1803	délégation de la CCI Paris	non
Val de Marne	CCI de Paris-Val-de-Marne			de Paris	non
Val d'Oise	CCI de Versailles Val d'Oise-Yvelines		1899		non
Guadeloupe	CCI de Basse-Terre	fusion en projet	1838		25 mars 1982
	CCI de Pointe-à-Pitre	fusion en projet	1838		non
Martinique	CCI de la Martinique		1759		25 mars 1982
La Réunion	CCI de La Réunion		1830		25 mars 1982
Saint-Pierre-et-Miquelon	CCI Chambre d'agriculture, de commerce, d'industrie et des métiers		1872		non
Mayotte	CCI de Mayotte		2006		non
Nouvelle-Calédonie	CCI de la Nouvelle-Calédonie		1879		non
Polynésie française	CCI de Polynésie française		1880		non